

## MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

VILLE DE SAINT-GAUDENS

-

Service Commande publique  
Rue de Goumetx  
31800 SAINT-GAUDENS  
Tél.: 05 61 94 78 10



### **AMENAGEMENT PERIPHERIQUE DU CENTRE D'ALLOTLEMENT – ABATTOIR MUNICIPAL**

VILLE DE SAINT-GAUDENS

## **Cahier des Clauses Particulières**

**ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES** 5

1.1 - OBJET DU MARCHÉ – EMPLACEMENTS	5
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE	5
1.4 - CONTROLE TECHNIQUE	5
1.5 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	5
1.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	5

**ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ** 6

**ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES –  
VARIATIONS DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES** 6

3.1 - REPARTITION DES PAIEMENTS	6
3.2 - TRANCHES CONDITIONNELLES	7
3.3 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	7
3.4 - CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES	7
3.4.1 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX	7
3.4.2 - PRESTATIONS FOURNIES GRATUITEMENT A L'ENTREPRISE	7
3.4.3 - CARACTERISTIQUE DES PRIX PRATIQUES	7
3.4.4 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
3.4.5 - APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	7
3.5 - VARIATION DANS LES PRIX	7
3.5.1 - MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ	7
3.5.2 - MODALITES DES VARIATIONS DES PRIX	7
3.5.3 - VARIATIONS DES FRAIS DE COORDINATION	7
3.6 - PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	8
3.6.1 - DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ	8
3.6.2 - MODALITES DE PAIEMENT DIRECT	8

**ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES** 8

4.1- DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	8
4.2- PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	8
4.3 - PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE	9
4.4 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	9
4.5 - DELAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	9
4.6 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	9

**ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE** 9

5.1 - GARANTIE FINANCIERE	9
5.2 - AVANCE	9
5.2.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	9
5.2.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	10

**ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES  
MATERIAUX ET PRODUITS** 10

6.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	10
6.2 - MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT	10

6.3 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	10
6.4 - PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE	10
<b>ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>10</b>
8.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	10
8.2 - PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL	10
8.3 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	10
8.4 - ORGANISATION, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES CHANTIERS	10
8.5 - TRAVAUX NON PREVUS	11
<b>ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX</b>	<b>11</b>
9.1 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	11
9.2 - RECEPTION	11
9.3 - PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	11
9.4 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	11
9.5 - DOCUMENTS FOURNIS APRES RECEPTION	11
9.6 - DELAIS DE GARANTIE	11
9.7 - GARANTIES PARTICULIERES	11
9.8 - ASSURANCES	11
9.9 - RESILIATION DU MARCHE	11
<b>ARTICLE 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 11 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</b>	<b>12</b>
11.1 PLAN DE SITUATION	12
11.2 DEFINITION DU PROJET	12
11.3 AVERTISSEMENT	12
11.4 TRAVAUX NON PREVUS AU PRESENT MARCHE	13
11.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER	13
<b>12 : CREATION D'UN MUR PARPAINGS D'UNE LONGUEUR DE 11,50 ML ET D'UNE HAUTEUR DE 2M.</b>	<b>13</b>
12.1 PREPARATION POUR FONDATIONS	13
12.2 LES FONDATIONS	13
12.3 MAÇONNERIE DU MUR	13
<b>13. : FOURNITURE ET POSE D'UN PORTAIL COULISSANT INDUSTRIEL</b>	<b>14</b>
<b>14 : BORDURES A2</b>	<b>14</b>
<b>15 : ALLEE EN BETON BALAYE</b>	<b>15</b>
15.1 TERRASSEMENT ET EMPIERREMENT	15
15.2 BETON BALAYE	15

<b>16 : AIRE DE LAVAGE (12 ML X 6,80 ML)</b>	<b>16</b>
<b>16.1 DECAPAGE</b>	<b>16</b>
<b>16.2 TERRASSEMENT</b>	<b>16</b>
<b>16.3 BECHES</b>	<b>16</b>
<b>16.4 CANIVEAU</b>	<b>16</b>
<b>16.5 DALLAGE</b>	<b>16</b>
<b>17 : REPLI DE CHANTIER</b>	<b>16</b>

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### **Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales**

#### **1.1 - Objet du marché – Emplacements**

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent :

**La création d'un mur parpaings avec la pose d'un portail ainsi que la réalisation d'une allée en béton balayé de l'abattoir municipal de Saint-Gaudens**

**Lieu(x) d'exécution** : CENTRE D'ALLOTEMENT, Boulevard Leconte de L'Isle, 31800 SAINT GAUDENS

#### **Dispositions générales:**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées à l'article 11 du présent C.C.P.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie du lieu d'exécution des travaux jusqu'à ce que celui-ci ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

#### **1.2 - Décomposition en tranches et lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

#### **1.3 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**Le bureau d'études de la VILLE DE SAINT-GAUDENS  
Square St-Jean  
31806 SAINT-GAUDENS Cedex**

#### **1.4 - Contrôle technique**

Sans objet.

#### **1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

#### **1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

## **Article 2 : Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **A) Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- La décomposition du prix global et forfaitaire
- Les plans des ouvrages
- Le mémoire technique

### **B) Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009 publié au Journal Officiel du 1er octobre 2009.
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation

## **Article 3 : Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variations dans les prix – Règlement des comptes**

### **3.1 - Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### 3.2 - Tranches conditionnelles

Sans objet.

### 3.3 - Répartition des dépenses communes

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

### 3.4 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

#### 3.4.1 - Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis hors T.V.A.

#### 3.4.2 - Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Sans objet.

#### 3.4.3 - Caractéristique des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### 3.4.4 - Modalités de règlement des comptes

**Les projets de décomptes** seront présentés conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux et selon le modèle qui sera fourni à l'entreprise au début des travaux. Les comptes seront réglés mensuellement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

#### 3.4.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

### 3.5 - Variation dans les prix

#### 3.5.1 - Mois d'établissement des prix du marché

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat.

#### 3.5.2 - Modalités des variations des prix

Les prix sont fermes et définitifs.

#### 3.5.3 - Variations des frais de coordination

Sans objet.

### 3.6 - Paiement des co-traitants et des sous-traitants

#### 3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments de l'article 114 du Code des marchés publics et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

#### 3.6.2 - Modalités de paiement direct

- En cas de co-traitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.
- En cas de sous-traitance du marché:
  - Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
  - Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
  - Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
  - Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
  - Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
  - Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
  - Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
  - En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

### **Article 4 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes**

#### 4.1- Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

#### 4.2- Prolongation du délai d'exécution

Aucune stipulation particulière.



#### 4.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG TRAVAUX, il est fixé une pénalité de retard pour livraison du chantier de **500 € HT** par journée calendaire de retard.

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

#### 4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les installations devront être repliées en fin de chantier. Les lieux devront être restitués dans un parfait état de propreté. En particulier tous les gravats, restes éventuels de béton, mortiers, etc.. devront être évacués en décharge aux frais de l'entrepreneur.

#### 4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Conformément à l'article 41.1 du CCAG TRAVAUX, il est fixé une pénalité de retard pour la remise des documents à fournir après exécution visés au paragraphe 9.5 égale à **1000 € HT** par journée calendaire.

#### 4.6 - Sécurité et protection de la santé

Le titulaire prendra toutes les dispositions pour assurer la sécurité et le maintien de la protection de la santé du personnel pendant toute la durée du chantier, conformément à la législation en vigueur.

### **Article 5 : Clauses de financement et de sûreté**

#### 5.1 - Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

#### 5.2 - Avance

##### 5.2.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

**Nota :** Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 115 du Code des marchés publics.

### 5.2.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 5,00 % du montant de l'avance.

## **Article 6 : Provenance, Qualité, Contrôle et Prise en charge des matériaux et produits**

### 6.1 - Provenance des matériaux et produits

Le Cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

### 6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

### 6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet

### 6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

## **Article 7 : Implantation des ouvrages**

L'implantation des ouvrages est à la charge du titulaire. Elle constitue un point d'arrêt du chantier. Elle devra être validée par le maître d'œuvre.

## **Article 8 : Préparation, Coordination et Exécution des travaux**

### 8.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution des travaux, qui est de **UN mois** à compter du début de ce délai.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

#### **Par les soins du titulaire :**

- Implantation des ouvrages

### 8.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Sans objet

### 8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

En vertu des articles L.323-1 et suivants du Code du travail, le titulaire doit employer au minimum 6% de travailleurs handicapés.

### 8.4 - Organisation, sécurité et protection de la santé des chantiers

Les stipulations de l'article 31 du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

#### 8.5 - Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

### **Article 9 : Contrôles et Réception des travaux**

#### 9.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Aucune stipulation particulière.

#### 9.2 - Réception

Concernant la réception, les stipulations du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent.

#### 9.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

#### 9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

#### 9.5 - Documents fournis après réception

Dans le délai de quinze jours après la fin des travaux, Le titulaire est tenu de fournir un plan de recollement au format DWG des ouvrages réalisés. Ce plan sera sous forme dématérialisée, au format DWG. Les ouvrages (bordures, construction, ....) seront repérés en plan et en altimétrie, et classés par calque selon la chartre actuelle du Conseil Général de la Haute Garonne. Ce relevé sera réalisé dans le système de coordonnées en vigueur.

#### 9.6 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

#### 9.7 - Garanties particulières

Sans objet.

#### 9.8 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. Par dérogation à l'article 4.3 du C.C.A.G.-Travaux, les titulaires doivent justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de leurs cotisations et ce, au moyen d'attestations précises.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil.

#### 9.9 - Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 46 à 48 du C.C.A.G.-Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 49 de ce même C.C.A.G.-Travaux.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément à l'article 46-I.1<sup>o</sup> du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

### **Article 10 : Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 4.3 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G. Travaux

L'article 5.2.1 déroge à l'article 11.6 4ème paragraphe du C.C.A.G. Travaux

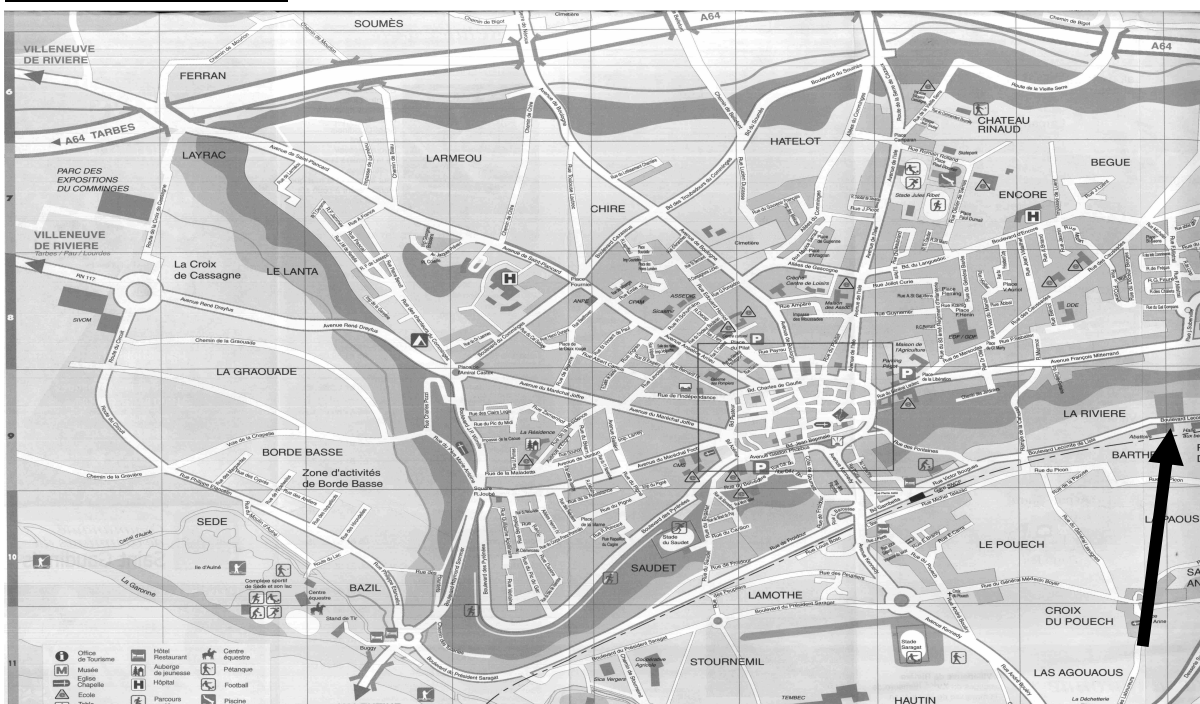
L'article 5.2.2 déroge aux articles 4.1 et 4.2 du C.C.A.G. Travaux

L'article 8.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux

L'article 9.8 déroge à l'article 4.3 du C.C.A.G. Travaux

### **Article 11 : Clauses techniques particulières**

#### **11.1 Plan de situation**



#### **11.2 Définition du projet**

Le présent projet consiste en la construction de :

- Un mur parpaings d'une longueur de 11,50 ml et d'une hauteur de 2 m.
- Pose d'un portail coulissant d'une longueur de 4 ml et d'une hauteur de 2m.
- Mise en place de bordures A2 d'une longueur de 70 ml.
- Réalisation d'une allée en béton d'une surface de 80m<sup>2</sup>.
- La création d'une aire de lavage.

#### **11.3 Avertissement**

Les quantités mentionnées ci-dessous sont données à titre indicatif. Le soumissionnaire est sensé avoir vérifié ces quantités et intègre dans sa réponse l'ensemble des prestations décrites au présent C.C.P. et dans les plans annexés.

#### 11.4 Travaux non prévus au présent marché

Le présent projet ne comprend pas les travaux suivants :

- La plantation des végétaux.

#### 11.5 Installations de chantier

Le titulaire doit au titre du présent marché l'ensemble des études et toutes les installations nécessaires à la bonne réalisation du chantier.

En particulier :

- le titulaire procédera aux aménagements de terrain nécessaires pour ses installations mobilières d'hygiène, à la fourniture de ces dernières y compris les raccordements aux réseaux électriques, téléphoniques, eaux usées et eau potable. Tous les frais de raccordement et de fonctionnement de ces installations sont à la charge du titulaire.
- Le titulaire utilisera l'accès du chantier depuis le Bd Leconte de L'Isle, à l'emplacement existant, et mettra en place la signalisation de chantier. Il réalisera tous les aménagements nécessaires pour maintenir la circulation des véhicules et des piétons Bd Leconte de L'Isle dans les conditions de sécurité minimales exigées.
- Le titulaire réalisera tous les aménagements qu'il jugera nécessaires pour la protection vis à vis des tiers du chantier, et supportera tous les frais de fonctionnement de ces protections.

De plus, le titulaire doit au titre de l'installation de chantier l'implantation en plan et en altimétrie des ouvrages, selon les articles 7 et 8.1 du présent CCP.

**Article 12 : Création d'un mur parpaings d'une longueur de 11,50 ml et d'une hauteur de 2m.**

#### 12.1 Préparation pour fondations

Le titulaire doit au titre du présent marché la dépose de la clôture existante, la démolition de la fondation existante ainsi que l'évacuation des gravats dans une décharge à ses frais.

**Longueur : 11,50 ml**

#### 12.2 Les fondations

Le titulaire doit au titre du présent marché le terrassement des fondations en rigole sur une profondeur de - 40 cm, y compris l'évacuation en décharge aux frais du titulaire. Les fondations seront réalisées en béton armé 300 kg/m<sup>3</sup>.

De plus, le titulaire doit au titre du présent marché la fourniture et la pose d'armature et de chaînage.

#### 12.3 Maçonnerie du mur

Le titulaire doit au titre du présent marché la construction d'un mur en parpaings creux de 20 cm d'épaisseur sur une hauteur de 2 m.

Les deux faces du mur seront recouvertes d'un crépi fin de couleur gris.

Le titulaire devra apporter un soin particulier à la finition du sommet du mur.

Le chaînage vertical et horizontal sera en béton armé.

### **Article 13 : Fourniture et pose d'un portail coulissant industriel**

Le titulaire doit au titre du présent marché la fourniture et la pose d'un portail industriel coulissant en structure métallique de longueur 4 ml et de hauteur 2 m (emplacement voir plan d'implantation).

Le portail coulissera sur un rail triangulaire grâce à 2 roulettes de diamètre 140 mm encastrées avec gorge en V. Le rail sera constitué d'une cornière 40 x 40 soudé sur un plat de 140 x 6 avec des trous de diamètre 13 tous les mètres afin de faciliter la fixation du rail au sol. Pour éviter toute course dangereuse du portail lors de l'ouverture, une butée sera soudée sur le rail. Des chevilles à expansion de 12 mm fixeront le rail.

#### **La longrine:**

Elle sera dimensionnée comme suit : 600 mm de largeur par 800 mm de profondeur, Elle sera ferrailée et fera 2 fois le passage + 1000mm  
Devant la colonne principale, une zone plate de propreté de 500mm sera réalisée permettant l'ouverture de la porte.  
L'entreprise pourra si elle le souhaite insérer un IPN de 100mm x 50mm où la cornière sera soudée dessus.

L'ensemble du portail sera soit ajouré, soit rempli dans sa totalité avec de la tôle micro perforée dont le diamètre maximum des perforations ne dépassera pas 10 mm, (vide entre barreau de 11 cm maxi) afin d'être en accord avec les directives de la norme européenne.

### **Article 14 : Démolition mur de séparation entre l'abattoir et le centre d'allotement**

Le titulaire doit au titre du présent marché la démolition du mur de séparation sur une largeur de 2,30 m et l'enduit des 2 faces intérieures.

### **Article 15 : Bordures A2**

Le titulaire doit au titre du présent marché la fourniture et la pose de bordures.

Les bordures seront préfabriquées en béton, conformes à la norme NF EN 1340 et à la norme NF P98-340/CN ainsi qu'au fascicule 31 du CCTG. Elles devront appartenir à la classe T ou U suivant le lieu d'utilisation et appartenir à la classe B suivant le classement d'exposition à la « résistance renforcée aux agressions climatiques ».

Les bordures présentant des défauts (fissuration, déformation, arrachement) dont l'amplitude est supérieure de 3 mm seront remplacées. Les tolérances géométriques ou d'aspect seront conformes à la norme NF P98-340/CN.

Le marquage NF est obligatoire

- l'implantation contradictoire des bordures tant en plan qu'en altimétrie.
- les terrassements tous terrains.
- la fourniture et la mise en place des bordures préfabriquées posées sur socle de 0,15 m d'épaisseur en béton B20 fibré y compris le béton de calage à l'arrière de la bordure sur toute sa longueur.
- la réalisation des joints et le nettoyage ;
- les coupes éventuelles ;
- le fin calage et le nivellement.

## **Article 16 : Allée en béton balayé**

### **16.1 Terrassement et empierrement**

Le titulaire doit au titre du présent marché la réalisation d'une allée en béton balayé comprenant en particulier :

- Le terrassement sur une profondeur de - 45cm y compris évacuation des déblais en décharge aux frais du titulaire.
- Le réglage et le compactage du fond de forme.
- La fourniture et la pose de géotextile conforme à la norme: EN 13249/A1 (août 2005)
- Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans la construction des routes et autres zones de circulation
- L'empierrement en grave naturelle 0/80 sur une épaisseur de 20 cm, y compris la fourniture des matériaux, le transport sur le site, la mise en œuvre, le réglage et le compactage.
- La fourniture, le transport et la mise en oeuvre de grave 0/20 épaisseur 10 cm, y compris le réglage et le compactage.

### **16.2 Béton balayé**

Le titulaire doit au titre du présent marché la réalisation d'une allée en béton fibré finition balayé comprenant en particulier :

- La fourniture d'un béton BCS dosé à 350 kg de ciment CPA 52,5/m<sup>3</sup>,
- La fourniture d'un treillis en acier soudé (3 kg au mètre carré), trame 20 x 20 fils de 2,7 mm.
- La pose du béton sur la couche de base préalablement humidifiée sur une épaisseur de 12 cm avec treillis calé à mi-épaisseur.
- Le talochage.
- Le balayage.
- Et toutes sujétions de mise en oeuvre.

### **Article 17 : Aire de lavage (12 ml x 6,80 ml)**

Le titulaire doit au titre du présent marché la réalisation d'une aire de lavage comprenant en particulier :

#### **17.1 Décapage**

- Décapage sur l'emprise de l'aire de lavage de 20 cm de hauteur, y compris forme de pente et sciage enrobé existant
- Reprise, chargement et évacuation des déblais à la décharge aux frais du titulaire.

#### **17.2 Terrassement**

- Terrassement en rigole, en terrain de toute nature, exécuté mécaniquement, sur une hauteur de 60 cm pour terrassement des bêtes périphériques et caniveau central
- Reprise, chargement et évacuation des déblais à la décharge aux frais du titulaire.

#### **17.3 Bêches**

- Réalisation de bêtes de section 20x50, armatures 80 kg/m<sup>3</sup>, 10 cm de béton de propreté En périphérie de l'aire de lavage.

#### **17.4 Caniveau**

- Réalisation d'un caniveau de 50 cm de large, 4,00 m de long, comprenant 10 cm d'épaisseur de béton de propreté, coffrage, armatures 80 kg/m<sup>3</sup>, et radier de 10 cm d'épaisseur, pente et évacuation
- Fourniture et mise en oeuvre de longerons et grilles fonte de classe D 400 verouillable.
- Raccordement au réseau Eu existant avec tuyaux PVC CR8 Ø200. **Longueur: 75 ml**

#### **17.5 Dallage**

- Dallage de 20 cm d'épaisseur réalisé sur le hérisson préalablement réglé, en béton, compris Ferrailage 60 kg/m<sup>3</sup>, pentes, finition quartz lissée à l'hélicoptère, teinte grise

### **Article 18 : Repli de chantier**

Le titulaire doit en fin de chantier la mise en place d'un enrobé à froid le long des bordures A2 sur une largeur de 20cm, l'évacuation des gravats, déchets, chutes, ... qui proviennent de son fait, l'évacuation de toutes les installations de chantier et de la signalisation temporaire, ainsi que le nettoyage des accès et leur remise en état si dégradation il y a eu.